

Un *nouveau virage* à négocier



En mai dernier, le ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse, François Legault et le ministre d'État au Travail, à l'Emploi et à la Solidarité sociale, Jean Rochon, rendaient public le *Projet de politique de l'éducation des adultes* dans une perspective de formation continue.

Ce projet repose sur quatre grandes orientations, soit : maintenir et rehausser sans cesse le niveau de compétences des adultes ; assurer une formation de base à tous les adultes ; valoriser les acquis et les compétences ; et lever les obstacles brimant l'accessibilité à la formation et freinant la persévérance.

En prenant connaissance du document présentant ce projet de politique, je me suis rappelé de nombreux témoignages de militants de la CSD à l'égard de leurs préoccupations concernant la formation de base et la formation professionnelle. Un des témoignages, parmi les plus éloquentes et révélateurs des difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs, fut celui d'André Baribeau, ancien président du Syndicat national du lait Inc.

Il y a un peu plus de dix ans, au cours d'un colloque traitant de l'alphabétisation et réunissant d'éminents spécialistes, André était intervenu pour expliquer les angoisses vécues par les travailleurs de son usine et le climat d'insécurité qui s'était développé à la suite des nouvelles exigences imposées à ses membres par l'employeur, à la suite de changements technologiques et organisationnels survenus dans son milieu de travail.

En une seule phrase, il est parvenu à expliquer le passage de notre économie à l'économie du savoir, en affirmant que « depuis plus de trente ans, notre employeur nous a demandé de travailler avec tout ce que nous avons en bas de épaules et aujourd'hui, du jour au lendemain, il nous demande, en plus, de travailler avec ce que nous avons en haut des épaules ».

André référerait aux nouvelles exigences, telle la capacité de lire, d'écrire, de calculer, d'être familier avec les nouvelles technologies, d'être capable de résoudre des problèmes, de travailler en équipe, etc.

Le témoignage d'André rappelait aussi que l'absence de formation peut être la cause de drames humains, quand cette absence ne permet même plus de garder son emploi ou d'en trouver un nouveau.

Le manque de formation est aussi une source d'exclusion sociale et peut limiter la croissance économique d'une société qui néglige de développer une véritable culture de formation accessible à tous, toute leur vie durant.

Voilà pourquoi la CSD considère ce sujet primordial et entend y consacrer beaucoup d'énergies au cours des prochains mois. D'abord, en organisant, à l'intention de ses syndicats affiliés et de son personnel, un colloque qui aura lieu en novembre prochain et, ensuite, en participant activement aux consultations entreprises par le gouvernement.

L'implication de la CSD à ce grand débat vise à s'assurer que la nouvelle politique offrira un véritable accès à la formation à tous, tout au long de leur vie. Elle vise aussi à s'assurer que le gouvernement se donnera les moyens de ses ambitions, si nobles soient-elles. En effet, il faut que l'adoption éventuelle d'une telle politique procure de nouveaux droits aux travailleurs et leur accorde des conditions facilitantes pour accéder à la formation.

Parallèlement, il appartient à chaque syndicat, dans son milieu, de mobiliser ses membres autour de cet important enjeu que constitue la formation. Pour ce faire, chaque militant et chaque membre du personnel de la CSD devra intensifier ses efforts pour permettre la négociation d'un nouveau virage devant mener à l'encre d'une véritable culture de formation, au plus grand bénéfice de tous nos membres. ☺

François Vaudreuil
Président, Centrale des syndicats démocratiques (CSD)